

AGRICULTURE

GROUPE DES ELUS COMMUNISTES

Conjoncture :
La crise financière contamine aussi l'Agriculture.

28 octobre 2008

Gérard Lahellec

L'exercice peut surprendre mais il est instructif : le prix des matières premières agricoles a tendance à s'indexer sur les marchés boursiers alors que ceux-ci sont chahutés par la crise financière.

Ainsi, si on compare l'évolution des cotations du blé sur le marché européen avec l'évolution du CAC 40, le parallèle est troublant. Cette corrélation entre les marchés boursiers et les marchés agricoles avait poussé les prix au printemps à des niveaux rarement atteints. Les tenants du libéralisme avaient saisi cette occasion pour franchir une étape nouvelle dans la dérégulation des prix et des productions en Europe et ainsi s'aligner plus vite sur les exigences très libérales de l'OMC.

Mais, aujourd'hui, cette corrélation tend à faire décrocher les cours à des niveaux totalement déconnectés de la réalité. Les mêmes tenants du libéralisme observent un silence troublant pour éviter de préconiser le retour à une meilleure régulation !

Pourtant, les baisses constatées, ces derniers jours, sont aussi le résultat du comportement des fonds d'investissements et du système des assurances qui, prétendument, les garantissent. Ainsi, l'assureur Américain AIG, au bord de la faillite avant d'être renfloué par l'Etat, s'est servi de ce fonds pour dégager de l'argent frais afin de répondre à des demandes de liquidités de la part de certaines banques alors que celles-ci refusent d'accorder des prêts à la production.

Bref, nous sommes dans une spirale de dégradation durable de l'économie réelle qui n'a pas encore développé toute son amplitude. En raison de ces mécanismes brièvement rappelés ci-dessus, en période de croissance, les transformateurs sont assurés que le prix payé pour l'achat de matières premières sera compensé par le résultat des ventes. A l'inverse, quand les transformateurs craignent une baisse de la rentabilité des usines de transformation alors que la crise n'a pas encore produit tous ses effets, ils ne se positionnent plus sur le marché des matières premières agricoles.

Sur ce dernier point, la tendance à la baisse des taux de fret est particulièrement préoccupante car elle met en évidence un net ralentissement des échanges au niveau mondial. En tout cas, la situation que nous connaissons aujourd'hui, ajoutée au spectre de la crise de 1929 qui est encore présent dans de nombreuses consciences devrait poser en grand le besoin d'une politique audacieuse de développement agricole et d'une régulation européenne et mondiale. C'est aussi cette exigence que devrait porter la France dans le cadre de sa présidence de l'Europe.

Si de nombreux économistes se rassurent en considérant que c'est l'offre mondiale et non la demande qui guide les marchés, il reste que la crise que nous connaissons ne fait qu'amplifier les phénomènes constatés au printemps derniers avec leurs lots de pénuries et de crises alimentaires affectant en premier lieu les peuples les plus pauvres des pays les plus pauvres de notre planète.

Cette triste réalité montre bien que les débouchés du marché ou la fluctuation plus ou moins maîtrisable de ses équilibres ne riment pas avec développement durable, ni avec sécurité et souveraineté alimentaire pour les peuples du Monde.